

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Conseil d'administration – Quatre-vingtième session

Rome, 17-18 décembre 2003

## RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT

### Ressources disponibles pour engagement

1. Le Conseil d'administration trouvera pour son information, aux annexes I et II du présent document, une estimation des ressources engageables au titre du Programme ordinaire du FIDA au 30 septembre 2003.
2. Conformément aux pratiques comptables en vigueur, les entrées nettes sont utilisées immédiatement pour compenser le solde non couvert au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Comme il ressort de l'annexe V, le montant reporté au 31 décembre 2002 au titre du PEA se chiffre à 277,8 millions de USD. Pour la période de janvier à septembre 2003, les engagements de prêts et de dons se sont montés à 183,4 millions de USD et les entrées nettes sont estimées à 295,5 millions de USD. Le montant reporté au titre du PEA serait donc fin septembre 2003 ramené à 165,7 millions de USD. Il est proposé de recourir au PEA pour couvrir le montant des prêts et des dons présentés à la session de décembre du Conseil d'administration, soit 241,4 millions de USD. En supposant que les entrées nettes indiquées à l'annexe V se réalisent, la direction estime que le report net au titre du PEA se chiffrera au 31 décembre 2003 à 277,2 millions de USD, ce qui est inférieur au plafond global de 400 millions de USD fixé pour l'année. Il est donc prévu, compte tenu des hypothèses retenues à l'annexe V, que le FIDA n'aura pas besoin d'augmenter globalement son recours au PEA sur l'année 2003; le PEA cumulé sera même réduit globalement d'environ 0,6 million de USD. Ainsi, l'utilisation nette du PEA, qui s'est chiffrée à 153,7 millions de USD en 2001 et 124,1 millions de USD en 2002, marque une tendance à la baisse et devrait même devenir négative (0,6 million de USD) en 2003.
3. Compte tenu de ces pratiques comptables, comme indiqué à l'annexe I, les ressources nettes disponibles pour engagement étaient égales à zéro au 30 septembre 2003.
4. L'annexe II présente un état détaillé, au 30 septembre 2003, des contributions des États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.

5. Il est porté à la connaissance du Conseil d'administration qu'après la date du 30 septembre 2003, le Fonds a reçu du Qatar un paiement de 3,3 millions de USD au titre de contributions non encore réglées.

6. L'annexe III présente un état détaillé des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration à ses soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions en avril et en septembre 2003.

7. L'annexe IV détaille les propositions de prêts et de dons soumises à la présente session du Conseil d'administration, qui représentent au total environ 169,5 millions de droits de tirages spéciaux (DTS). Aux taux de change en vigueur au 30 septembre 2003, cette somme équivaut à quelque 241,4 millions de USD.

8. L'annexe V présente les ressources engagées au titre du PEA en 2002 et 2003. Elle fournit également une analyse des flux nets durant la période d'utilisation du PEA, comme l'avait demandé le Conseil d'administration à sa soixante-quinzième session, et fait en outre apparaître les entrées nettes prévues jusqu'au 31 décembre 2003.

### **Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond**

9. Étant donné que les ressources disponibles pour engagement au 30 septembre 2003 ne sont pas suffisantes pour couvrir le montant prévu des prêts et des dons qui doivent être approuvés à la présente session du Conseil d'administration, il sera fait appel au PEA, conformément aux dispositions du paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV du Conseil des gouverneurs et comme recommandé au paragraphe 15 ci-après.

10. Le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA à sa vingtième session en février 1997. Le PEA a pour objet de compenser, au moment de l'approbation de prêts et de dons, les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année donnée du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retards dans les paiements et remboursements afférents aux prêts octroyés par le Fonds.

11. Lorsque le PEA a été adopté, aux fins de la quatrième reconstitution, il a été plafonné à 450 millions de USD sur l'ensemble de la période considérée. Cela correspondait à l'époque à trois années de rentrées de prêts.

12. En vertu de la résolution 119/XXIV relative à la cinquième reconstitution des ressources adoptée le 31 juillet 2000, le PEA a été prorogé d'un an à compter de la fin de la période de la cinquième reconstitution, c'est-à-dire jusqu'au 19 février 2005. Aux termes de cette même résolution, il appartient au Conseil d'administration de déterminer le montant cumulé des ressources disponibles au titre du PEA.

13. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la cinquième reconstitution, qui va du 20 février 2001 au 19 février 2004, sont énoncées dans le document GC 24/Res. 119/XXIV/Rev.1. Elles habilite le Conseil d'administration à fixer le montant maximum disponible au titre du PEA durant la période de reconstitution. À cet égard, le rapport de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA, entériné par le Conseil des gouverneurs en février 2003, fait observer que "le point de vue selon lequel le plafond du recours au PEA durant la période correspondant à la sixième reconstitution des ressources devrait reposer sur les mêmes principes que durant les périodes de la quatrième et de la cinquième reconstitutions, à savoir un plafond correspondant à trois ans de remboursements, a reçu un écho favorable". Sur la base des rentrées de prêts estimées pour les trois prochaines années, le plafond serait donc de l'ordre de 540 millions de USD. Toutefois, lors de la consultation, il a également été souligné qu'il fallait s'efforcer de maintenir le recours effectif au PEA en deçà de ce plafond. Dans cet esprit, le document

relatif au programme de travail et budget administratif du FIDA pour l'année 2003, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février, mentionne "un plafond global de 400 millions de USD prévu pour le PEA en 2003".

14. Dans le tableau figurant à l'annexe V, il convient de noter que le total des entrées nettes pour la période de janvier à septembre 2003, à savoir 295,5 millions de USD, comprend une somme de 114,1 millions de USD correspondant aux contributions versées par les États membres sur un total de 212,2 millions de USD attendu cette année. Quelques-uns des principaux contributeurs n'ont pas encore déposé leurs instruments de contribution ou effectué des versements au titre de la cinquième reconstitution, mais ils devraient le faire dans l'année. Un certain nombre d'autres pays devraient également verser d'ici la fin de l'année des montants qu'il leur reste à régler sur leur contribution à la cinquième reconstitution, conformément aux procédures de règlement habituelles exposées dans la résolution relative à la reconstitution des ressources.

### **Recommandation**

15. Compte tenu de la situation des ressources au 30 septembre 2003, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA comme suit:

Le Conseil d'administration, conformément au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV adoptée par le Conseil des gouverneurs, notant le déficit actuel de ressources est estimé à 241,4 millions de USD, du fait que les ressources disponibles pour engagements sont égales à zéro et que les prêts et dons soumis pour approbation se montent à 241,4 millions de USD, approuve un nouveau recours au PEA à hauteur de 241,4 millions de USD. Compte tenu des entrées nettes prévues d'ici la fin de l'année, le montant du report net au titre du PEA devrait s'établir au 31 décembre 2003 à 277,2 millions de USD, ce qui est inférieur au plafond global de 400 millions de USD fixé pour l'année et représente une réduction globale du PEA cumulé d'environ 0,6 million de USD. Le Conseil d'administration autorise en conséquence le Président à conclure les accords correspondant aux prêts et aux dons qu'il a approuvés à sa quatre-vingtième session en décembre 2003. En outre, le Conseil d'administration prie le Président de lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur le recours au PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.



**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT<sup>1</sup>**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2003**  
**(en milliers de USD)**

<b>Avoirs en monnaies librement convertibles</b>		
Espèces	323 237	
Placements	1 948 026	
Billets à ordre – États membres	288 842	
Autres sommes à recevoir	<u>107 199</u>	<b><u>2 667 304</u></b>
<b>À déduire</b>		
Sommes à payer et obligations échues		(251 536)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur non décaissés	(1 915 041)	
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	(248 895)	
Prêts non décaissés	<u>(35 323)</u>	(2 199 259)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir annexe II)		<u>(92 031)</u>
		<b><u>(2 637 826)</u></b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>29 478</b>
<b>À déduire</b>		
Prêts non encore signés		(179 804)
Dons non encore signés		<u>(15 362)</u>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA</b>		<b><u>(165 688)</u></b>
<b>Engagements anticipés reportés au 1<sup>er</sup> janvier 2003</b>	277 780	
<b>PEA approuvé à la soixante-dix-huitième session du Conseil d'administration</b>	77 300	
<b>PEA approuvé à la soixante-dix-neuvième session du Conseil d'administration</b>	99 800	<b>454 880</b>
<b>À déduire:</b>		
Engagements anticipés compensés à ce jour en 2003		<b><u>(289 192)</u></b>
<b>Engagements anticipés reportés</b>		<b><u>165 688</u></b>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement</b>		<b><u>0</u></b>

<sup>1</sup> Calcul réalisé à partir des montants effectifs en ce qui concerne les transactions au titre des prêts et dons ainsi que les contributions. Les autres chiffres sont basés sur les dernières estimations disponibles.

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT  
AU TITRE DU PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA  
AU 30 SEPTEMBRE 2003**

Montants spécifiquement exclus  
(en milliers de USD)

**PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA**

<b>Tirages sur des billets à ordre au titre des contributions initiales qui n'ont pas été réglés</b>		
Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	43 075
<b>Tirages sur des billets à ordre au titre de la première reconstitution qui n'ont pas été réglés</b>		
Iraq	31 099	
Qatar <sup>1</sup>	<u>3 763</u>	34 862
<b>Tirages sur des billets à ordre au titre de la deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés</b>		
Qatar	5 000	
Mauritanie	<u>2</u>	5 002
<b>Tirages sur des billets à ordre au titre de la troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés</b>		
Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	7 857	
Mauritanie	<u>25</u>	8 482
<b>Tirages sur des billets à ordre au titre de la quatrième reconstitution qui n'ont pas été réglés</b>		
Maroc	<u>600</u>	600
 <b>PROGRAMME SPÉCIAL POUR LES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE ET LA DÉSSERTIFICATION</b>		
<b>Tirages sur des billets à ordre au titre de la première phase qui n'ont pas été réglés</b>		
Mauritanie		<u>10</u>
<b>Total des montants spécifiquement exclus</b>		<b><u>92 031</u></b>

<sup>1</sup> En octobre 2003, le Fonds a reçu du Qatar un paiement de 3 254 000 USD dont la répartition exacte entre les différentes reconstitutions sera communiquée d'ici le mois de décembre.

**PRÊTS ET DONS APPROUVÉS AUX SOIXANTE-DIX-HUITIÈME ET  
SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME SESSIONS DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION EN 2003**

<b>PRÊTS</b>		
<b>Soixante-dix-huitième session</b>		
Pays	Nom du projet/programme	Équivalent en DTS
Bangladesh	Projet d'appui à la microfinance et de soutien technique	11 900 000
Cameroun	Programme national de développement des racines et tubercules	9 600 000
Tchad	Projet de développement rural du Kanem	9 500 000
Nicaragua	Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua	10 250 000
Sénégal	Projet de développement agricole de Matam – Phase II	9 150 000
<b>Sous-total</b>		<b>50 400 000</b>
<b>Soixante-dix-neuvième session</b>		
Pays	Nom du projet/programme	Équivalent en DTS
Burkina Faso	Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole	8 800 000
Éthiopie	Projet de développement des communautés pastorales	14 400 000
Guatemala	Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest	21 550 000
Maroc	Projet de développement de l'élevage et des parcours dans l'Oriental – Phase II	4 550 000
Rwanda	Projet de promotion des petites et des microentreprises rurales – Phase II	10 650 000
Turquie	Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan	9 250 000
<b>Sous-total</b>		<b>69 200 000</b>
<b>Total prêts approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>119 600 000</b>

<b>DONS</b>		
<b>Soixante-dix-huitième session</b>		
Institution	Titre	Équivalent en DTS
Centre pour la recherche forestière internationale	Programme visant à améliorer la création de revenus à l'intention des communautés forestières dans le cadre du portefeuille de prêts du FIDA dans la région Asie et Pacifique	655 122
Centre international de la pomme de terre (CIP)	Programme visant à intégrer, amplifier et reproduire des technologies à l'intention de cultivateurs de pommes de terre dont les ressources sont maigres	582 331
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme de production biologique de plantes médicinales, aromatiques et tinctoriales sous-utilisées en vue de promouvoir des moyens de subsistance durables en milieu rural en Asie du Sud	1 019 079
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Programme visant à renforcer les activités de recherche-développement destinées à améliorer la commercialisation des produits du secteur des petits ruminants et la création de revenus dans les zones arides de l'Amérique latine	727 913
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	Programme pour la promotion de la productivité et du commerce des fruits et légumes: Initiative contre la mouche du vinaigre africaine (AFFI)	727 913
Centre international pour le développement des engrais (IFDC)	Programme d'élaboration et de mise en service d'un système d'information et d'aide aux décisions pour la production céréalière dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord	727 913

## ANNEXE III

IFDC	Programme d'évaluation participative, d'adaptation et d'adoption de technologies de gestion des nutriments respectueuses de l'environnement, destinées aux agriculteurs pauvres en ressources (ANMAT) –Phase II	655 122
Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR)	Programme d'appui aux institutions et aux actions gouvernementales visant à réduire la pauvreté rurale dans la zone MERCOSUR	582 331
Société andine de développement (SAD)	Programme régional au profit des populations indigènes du Bassin de l'Amazone (PRAIA) – Phase III	582 311
<b>Sous-total</b>		<b>6 250 055</b>
<b>Soixante-dix-neuvième session</b>		
<b>Institution</b>	<b>Titre</b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Institut international d'agriculture tropicale (IITA)	Développement participatif, diffusion et adoption de technologies relatives au niébé, pour réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest – Phase II	719 502
Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO)	Recherche adaptative participative et diffusion de technologies rizicoles en Afrique de l'Ouest – Phase II	719 502
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	Bureau régional pour l'Asie du Sud: Intégration de l'égalité entre les sexes dans les activités de réduction de la pauvreté en Asie: Appui programmatique à l'analyse des politiques, au plaidoyer et à la mise en réseau pour lutter contre les inégalités entre les sexes et la vulnérabilité des femmes	143 900
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Élargissement du programme de stages pratiques d'agriculture sur le terrain en Afrique orientale et australe	784 257
Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP)	Renforcer et relier les organisations des pauvres – tirer les enseignements de l'expérience des organisations de la société civile et des projets du FIDA en Asie	323 775
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	Programme visant à établir un réseau de création et de partage des savoirs dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) (Phase I)	719 502
<b>Sous-total</b>		<b>3 410 439</b>
<b>Total dons approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>9 660 494</b>
<b>Total prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>129 260 494<sup>1</sup></b>

<sup>1</sup> Équivalant à quelque 177,62 millions de USD aux taux de change en vigueur au 31 mars et au 26 août 2003 pour la soixante-dix-huitième et la soixante-dix-neuvième sessions, respectivement.

**PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS PRÉSENTÉES À LA QUATRE-VINGTIÈME  
SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

<b>PRÊTS PROPOSÉS</b>			
<b>Pays</b>	<b>Nom du projet/programme</b>	<b>Équivalent en USD<sup>1</sup></b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Algérie	Projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila	17 600 000	12 354 345
Cambodge	Projet de réduction de la pauvreté rurale dans les provinces de Prey Veng et Svay Rieng	15 500 000	10 880 247
Chine	Programme relatif au secteur de la finance rurale	14 700 000	10 318 685
Guinée	Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord	14 600 000	10 248 490
Inde	Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya	39 920 000	28 021 900
Kenya	Projet de développement communautaire dans le district de South Nyanza	15 600 000	10 950 442
Madagascar	Programme de promotion des revenus ruraux	14 500 000	10 178 295
Mauritanie	Programme de développement durable des oasis	11 400 000	8 002 246
Mexique	Projet de renforcement du Plan national d'aménagement des microbassins versants	15 000 000	10 529 271
Mozambique	Programme d'appui au financement rural	9 450 000	6 633 400
Pakistan	Programme de développement communautaire	21 770 000	15 281 482
Sierra Leone	Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire	8 500 000	5 966 587
Soudan	Projet de rétablissement de moyens de subsistance durables dans la région du Gash	25 000 000	17 548 785
Venezuela	Projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAFI II)	15 000 000	10 529 271
<b>Sous-total</b>		<b>238 540 000</b>	<b>167 443 492</b>
<b>DONS PROPOSÉS</b>			
<b>Institution</b>	<b>Titre</b>		
Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA)	Programme de développement, 2004-2007	1 000 000	701 951
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Optimisation à base communautaire de la gestion des faibles ressources en eau dans l'agriculture en Asie occidentale et en Afrique du Nord	1 000 000	701 951
Coalition internationale pour l'accès à la terre	Don d'assistance technique à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, à l'appui de ses programmes, activités de partenariat et services	500 000	350 975
Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Programme d'appui visant à renforcer les capacités du ROPPA	400 000	280 780
<b>Sous-total</b>		<b>2 900 000</b>	<b>2 035 659</b>
<b>Total</b>		<b>241 440 000</b>	<b>169 479 152</b>

<sup>1</sup> Calculé au taux de conversion USD/DTS du 30 septembre 2003, soit 1,42460, sur la base des montants effectifs exprimés en DTS pour les prêts déjà négociés et des montants exprimés en USD pour les prêts non encore négociés et pour les dons.

**UTILISATION DU PEA**

<b>2002</b>	
	(Millions de USD)
<b>1) Report PEA de la période précédente</b>	<b>153,7</b>
2) Utilisation nette du PEA*	124,1
<b>3) Report PEA</b>	<b>277,8</b>

\*Différence entre le montant des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration, soit 388,1 millions de USD plus un engagement supplémentaire de 7,9 millions de USD au titre des dons, et le montant net des entrées en 2002, soit 271,9 millions de USD.

<b>2003</b>			
	(millions de USD)		
	2003 Estimations janvier à septembre <sup>1</sup>	2003 Estimations octobre à décembre <sup>2</sup>	2003 janvier à décembre
<b>1) Ressources disponibles en début de période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Analyse des flux</b>			
Rentrées de prêts	136,7	53,3	190,0
Annulations de prêts	8,0	42,0	50,0
Contributions des membres	114,1	98,1	212,2
Produit des placements	75,9	0	75,9
Dépenses administratives, AMACS, PTS, MFDP	(46,2)	(39,8)	(86,0)
Transferts pour l'Initiative PPTE		(27,0)	(27,0)
Variations nettes de change	(2,3)	0	(2,3)
Versement de contributions exclues	9,3	3,3	12,6
<b>2) Total des flux nets</b>	<b>295,5</b>	<b>129,9</b>	<b>425,4</b>
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 78)	77,3		77,3
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 79)	99,8		99,8
Prêts et dons proposés au titre du PEA (EB 80)		241,4	241,4
<b>3) Montant total brut du PEA approuvé par le Conseil d'administration</b>	<b>177,1</b>	<b>241,4</b>	<b>418,5</b>
<b>4) Engagements au titre des prêts et des dons<sup>3</sup></b>	<b>(183,4)</b>	<b>(241,4)</b>	<b>(424,8)</b>
<b>5) Montant du PEA compensé pendant la période</b>	<b>(289,2)</b>	<b>(129,9)</b>	<b>(419,1)</b>
<b>Ressources disponibles en fin de période (=1+2+3+4+5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6) Montant reporté au titre du PEA (=3+5+(période précédente)</b>	<b>165,7</b>	<b>277,2</b>	<b>277,2</b>
<b>Utilisation nette du PEA (=3+5)</b>	<b>(112,1)</b>	<b>111,5</b>	<b>(0,6)</b>

AMACS = Assurance maladie après cessation de service

EB = Conseil d'administration

Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

MFDP = Mécanisme de financement du développement des programmes

PTS = Programme de transformation stratégique

<sup>1</sup> Sur la base des chiffres effectifs jusqu'à mars 2003. D'avril à septembre 2003, sur la base des opérations effectives au titre des prêts et dons, des contributions et des placements. Les autres chiffres correspondent aux dernières estimations disponibles.

<sup>2</sup> L'estimation du report repose sur un certain nombre d'hypothèses, concernant par exemple le produit des placements et les contributions qui seront versées par les gros donateurs.

<sup>3</sup> Y compris les dons approuvés directement par le Président.

